

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1229>



Texte distribué lors des manifestations du 23 et 28 juin 2016

- Actualité Evènements-Soutiens - Evènements -



Date de mise en ligne : dimanche 3 juillet 2016

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

La manifestation du 22 juin 2016 a été un moment particulièrement surréaliste. Interdite, puis autorisée dans des conditions originales, l'Association pour une Constituante y a distribué le texte ci-dessous et en pièce jointe. Le même texte a été distribué dans la manifestation du 28 juin.

Non au hold-up démocratique !

Citoyens, reprenons le pouvoir !

Le gouvernement menace d'interdire les manifestations ! Il s'agit d'une atteinte exceptionnellement grave à nos libertés. Nous vivons une crise profonde : économique, sociale et politique. Avec nos droits sociaux, ce sont nos libertés qu'on détruit.

Le passage en force de la loi travail par le 49.3 constitue un déni flagrant de démocratie. Il montre une fois de plus que les députés ne sont pas représentants du peuple, mais de leurs partis. Les objectifs imposés par Bruxelles, l'Allemagne et les marchés financiers touchent, comme d'habitude, les équilibres économiques et sociaux issus de la libération et du programme du Conseil National de la Résistance. Mais, bien plus, ils attaquent les fondements mêmes de la démocratie.

Ces mesures inacceptables sont le résultat d'une dégradation continue de nos institutions depuis plusieurs décennies par les gouvernements successifs, de tous bords politiques. Mais la situation actuelle peut s'analyser comme la fin d'un cycle, qui voit le gouvernement abuser de son pouvoir tandis que le peuple se réveille.

La prochaine échéance – l'élection présidentielle – va une fois de plus nous forcer à choisir entre le FN et le parti majoritaire de droite ou de gauche. Une fois de plus, nous voterons non par conviction mais par défaut ou par opposition, et nous donnerons un chèque en blanc, pour 5 ans, à un monarque déconnecté de la vie réelle et qui fera ce que bon lui semble. Jusqu'à l'élection suivante qui verra le même scénario se produire.

Ceci doit finir ! La résistance à l'oppression est un droit fondamental (article 2, déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789). Utilisons-le !

Une seule solution s'offre à nous : l'élection d'une Assemblée Constituante en France !

Cette assemblée de citoyens élus au suffrage universel aurait pour mission d'écrire une nouvelle constitution, pour changer les institutions et se réapproprier les règles du jeu politique.

Une Constituante, pour faire enfin appliquer cet article fondateur de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme : « La volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics. ».

Association pour une constituante www.pouruneconstituante.fr

La démocratie par le peuple, pour le peuple !

Signez la pétition sur change.org : Présidentielle, non ! Constituante, oui !

Verso du texte distribué

10 raisons pour élire une Assemblée constituante au suffrage universel

1. Le lien est rompu entre les citoyens et leurs représentants.
2. L'irresponsabilité politique des dirigeants s'accroît : la responsabilité du Président et du Premier ministre ne peut pas être engagée, mettant leurs actes hors de portée du peuple comme de ses représentants.
3. Des élections ont lieu régulièrement mais les citoyens n'ont pas de prise réelle sur la marche des choses. La souveraineté populaire est bafouée.
4. Des institutions et un mode de scrutin élitistes empêchent de nouveaux partis d'émerger ou bien les enferment dans une alternative stérile : trahir ou disparaître.
5. Les institutions actuelles et les responsables qui sont à leur tête ont été incapables de protéger la population des effets de la crise économique et sociale qui ravage le monde. Ils l'ont même aggravée.
6. La vie civique n'existe plus : absence de débats réels sur les questions qui préoccupent vraiment les citoyens, faux débats, dictature des sondages, infantilisation des électeurs par les mots d'ordre et la militarisation des partis politiques.
7. La citoyenneté est réduite à la portion congrue : d'un côté, une pseudo démocratie locale, de l'autre, une Europe des marchés qui dépossède les citoyens de tout contrôle sur les décisions qui s'imposent à eux.
8. La séparation des pouvoirs est bafouée ; Le Parlement est soumis au dictat d'un président politiquement irresponsable, les pouvoirs législatif et exécutif se confondent dangereusement.
9. Les dernières révisions constitutionnelles ont été décidées par les grands partis politiques et le chef de l'Etat sans la consultation des électeurs.
10. Une Assemblée constituante a pour mission de redéfinir les institutions et les règles du jeu politique de manière ouverte, publique et transparente, en prenant le temps du débat. Elle permet aux citoyens d'exercer leur souveraineté sur l'organisation des pouvoirs publics et les principes fondamentaux de la vie politique.

www.pouruneconstituante.fr